



Paul, un français moyen
Episode 5 : La crise financière
Par Fabrice Hatem

Depuis des dizaines d'années, le monde occidental croulait sous une montagne de dettes. Dettes des Etats européens de plus en plus perdus dans le rêve irréaliste d'un « Etat-Providence » ayant réponse à tous les maux de la société. Dette de l'Etat fédéral américain aux recettes structurellement réduites par les politiques de baisse d'impôts mises en œuvre au cours des années 1980. Dettes de villes américaines surchargées de nouvelles obligations par le désengagement de l'Etat fédéral. Dette des ménages américains qui avaient compensé la baisse de leur revenu salariaux par le recours à l'endettement. Dette de nombreux pays du tiers-monde pour financer leurs tentatives de développement...

Pendant des décennies, les montages financiers des banques et des autres intermédiaires – qui avaient d'ailleurs tout intérêt à ce que cette dette augmente – avaient permis de financer ces déséquilibres croissants, en mobilisant pour cela les moyens disponibles : excédents financiers des pays pétroliers et émergents, épargne des ménages occidentaux, et tout simplement montages spéculatifs de plus en plus douteux, permettant au système de continuer à fonctionner et surtout de dégager de juteux profits au prix de déséquilibres et de risques croissants.

Mais, comme un château de cartes de plus en plus instable, celui-ci était devenu, au fil des ans, de plus en plus vulnérable aux chocs. Il y a avait déjà eu, en 2008, la crise des subprimes américains, suivi en 2009 de la faillite de Lehman Brothers, puis de la crise des dettes souveraines des pays d'Europe du sud. Jusque-là, des interventions de plus en plus coûteuses et improvisées avaient permis d'éviter l'effondrement de cet échafaudage, sans pour autant s'attaquer aux problèmes structurels qui étaient la cause de cette situation. Mais le système financier mondial était désormais si fragilisé par l'accumulation des déséquilibres et l'explosion des pratiques spéculatives, les moyens d'actions des Etats étaient si réduits du fait de l'état de délabrement des finances publiques, que n'importe quel évènement fortuit était susceptible, à tout moment, d'entraîner son effondrement. Ce pouvait être la faillite d'une ville américaine, le défaut de paiement d'un pays d'Europe du sud, l'effondrement d'une banque brésilienne... Le monde était suspendu, sans vouloir s'en rendre compte, au dessus du précipice...

La crise mondiale se déclencha, un jour du printemps 2020, avec la mise en faillite de la ville de Cleveband. Certes, le montant en cause n'était apparemment pas considérable – environ 15 milliards de dollars – mais il mit immédiatement en difficultés quelques banques moyennes de la côte est. L'Etat fédéral américain, lui - même réduit à une quasi - paralysie budgétaire du fait de l'absence de majorité au congrès sur le financement des déficits - ne put intervenir pour les soutenir. Dans quelques villes de la région, un début de panique bancaire poussa vers les guichets des milliers de petits épargnants affolés. La crise aurait pu rester circonscrite si, 48 heures plus tard, la Fed n'avait publié quelques très mauvais indices conjoncturels, entraînant un spectaculaire repli de Wall-Street, encore aggravé par les craintes récurrentes sur l'impasse financière du budget fédéral.

Or, l'une des principales banques de Wall Street – déjà fragilisée depuis longtemps par plusieurs dévaluations d'actifs sur des emprunteurs insolubles et par des pertes spéculatives sur les marchés des dérivés – fut brutalement placée dans une situation de trésorerie délicate par la faillite de deux filiales très exposées au défaut de paiement de Cleveband et par les pertes enregistrées sur le marché boursier. Pour éviter un risque de défaut de paiement, elle se mit vendre dans l'urgence

d'importantes quantités de bons du Trésor américain tout en rapatriant des sommes importantes de ses filiales européennes. Ceci déclencha, sur des marchés financiers déjà fragilisés, deux mouvements concomitants dont un seul aurait sans doute suffi à pousser le monde vers l'abîme.

Le premier fut un mouvement de panique sur les bons du Trésor américains. Plusieurs détenteurs majeurs de titres, inquiets d'une possible baisse de leur valeur, s'en défirent massivement, entraînant ipso facto la conséquence redoutée par eux et augmentant subitement le coût du refinancement de la dette fédérale. En quelques jours, une inquiétude d'abord diffuse sur la qualité de la dette souveraine américaine se transforma en mouvement de panique d'autant plus incontrôlable qu'il s'autoalimentait. Bientôt, l'Etat fédéral ne put plus se refinancer à coût raisonnable et fut mis en difficultés pour payer les intérêts de sa dette.

En Europe, le mouvement de retrait des capitaux américains entraîna assez rapidement un « credit crunch » d'autant plus inquiétant qu'il coïncidait avec la date de refinancement partielle de la dette de plusieurs pays d'Europe du sud. Ceux-ci ne purent réunir les sommes espérées à des niveaux d'intérêts raisonnables et furent mis de ce fait en situation technique de cessation de paiement. Le mécanisme européen de garantie de la dette, dont la note avait elle-même été récemment dégradée sur les marchés financiers, ne put être actionné de manière efficace.

Cinq jours après la faillite de Cleveband, le marché financier mondial était déjà confronté à une situation pire que celle de 1929. Cependant, compte tenu des délais de transmission, la France paraissait encore relativement indemne. Le Président de la République prit d'ailleurs la parole à la télévision pour assurer que la crise ne concernait pas notre pays, que toutes les mesures avaient été prises pour assurer la solvabilité des banques françaises, et qu'une cellule d'urgence venait d'être mise en place à Bercy. Il n'y avait donc aucune raison de s'affoler, car l'Etat français veillait au grain et ferait en sorte que la crise épargne l'Hexagone.

Ceci n'empêcha cependant pas quelques milliers de petits épargnants inquiets de chercher à retirer leurs économies aux guichets bancaires. Les queues d'allongèrent dans la nuit, des incidents éclatèrent en plusieurs endroits, et, le lendemain matin, la majorité des guichets étaient vides. Plusieurs millions de personnes, dont des cadres supérieurs et des médecins, n'avaient déjà plus assez d'argent liquide pour s'acheter à manger le jour même.

Devant la confusion, le Président de la République reprit la parole au journal de 13 heures pour assurer que tout allait bien, que les guichets allaient être réapprovisionnés dans la journée et que les gens n'avaient pas à s'inquiéter.

Les guichets, cependant, ne furent pas réapprovisionnés, et, le soir même, les représentants du Crédit Lyonnais et de la Société Générale rencontrèrent le Président pour lui indiquer, que compte tenu des pertes subies sur les marchés financiers et de l'assèchement de leur trésorerie consécutif au non-paiement des intérêts échus de leur dette souveraine par plusieurs pays occidentaux, ils avaient besoin d'un plan de sauvetage d'urgence pour ne pas se déclarer le lendemain en cessation de paiement.

Or, les caisses de l'Etat étaient vides, comme l'étaient celles de plusieurs autres pays européens dont la survie financière était justement suspendue, à court terme, à l'octroi de prêts par ces mêmes banques menacées à court terme de faillite.

En sortant de la réunion, cependant, le Président s'adressa encore une fois aux Français pour leur expliquer que tout allait bien, qu'un accord avait permis de surmonter la crise et que d'ici quelques jours, leurs comptes bancaires allaient être débloqués. D'ici là, pour les faire patienter, il annonça la suspension pendant trois mois du prélèvement de l'impôt sur le revenu pour les foyers les plus modestes – ceux justement qui n'avaient jamais payé d'impôts et qui de toutes manières n'étaient désormais plus en mesure de le faire.

Dans la nuit, le système interbancaire de paiement par carte de crédit d'effondra. Désormais, c'était la *majorité* de la population française, qui subitement prise de court, ne disposait plus de liquidités pour parer à des besoins de subsistance immédiats.

Le lendemain, les premières émeutes éclatèrent aux abords des magasins de grandes surfaces, dont plusieurs, à Marseille, Roubaix et en Seine Saint Denis, furent pillés. D'abord passive, la police commença à répliquer lorsqu'elle fut victime d'attaques directes. Très rapidement, au cours de la journée et de la nuit suivante, une situation quasi-insurrectionnelle s'instaura dans plusieurs centaines de quartiers du pays. Des commissariats, des préfectures, des synagogues et des camps de roms furent attaqués et brûlés. Barricades, agressions, pillages, vols et incendies de voitures et de magasins se généralisèrent. Plusieurs morts étaient déjà à déplorer.

Le Président, cependant, après avoir condamné ces incidents lors de son intervention au journal de 20 heures,, souligna qu'il ne s'agissait que de troubles très localisés, opérés par quelques bandes d'énergumènes et que le gouvernement avait la situation bien en main, comme d'ailleurs en ce qui concernait la crise financière. D'ici peu, promit-il, tout devrait revenir à la normale.

Mais le lendemain bien sûr, rien n'était revenu à la normale, et la situation avait même empiré. La violence s'installait et même s'étendait, les transports étaient désorganisés, la distribution de biens de première nécessité était fortement perturbée, et de nombreux magasins étaient d'ailleurs fermés par crainte des pillages. De toutes manières, beaucoup de consommateurs ne disposaient plus d'aucuns moyens de paiement. Bref, le pays était totalement désorganisé et ses habitants exposés à un risque de disette à très court terme.

Rendons cette justice à nos autorités : ailleurs, ce n'était pas mieux. Aux Etats-Unis, le président avait dû imposer l'état d'urgence pour faire face à l'effondrement financier généralisé qui avait suivi la gigantesque panique boursière et bancaire provoquée par la perspective d'un report par l'Etat fédéral du paiement des intérêts échus de sa dette. Dans plusieurs pays d'Europe du sud également, l'annonce d'un moratoire sur la dette s'était accompagnée des mêmes scènes d'émeute, de violence et de panique. En Grèce, la situation était proche d'un climat de guerre civile entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche, avec déjà plusieurs dizaines de morts à déplorer au cours de véritables batailles rangées. Au Japon – dont l'Etat était l'un des plus endettés de la planète et dont les banques avaient été durement affectées par la perte brutale de valeur de leurs placements dans les économies

occidentales - la menace d'une récession violente se précisait. Seuls quelques pays d'Europe du Nord, mieux gérés ou plus disciplinés, échappaient encore au climat de folie et de peur qui s'était emparé en quelques jours du monde occidental.

Les peuples des pays dits « développés » commençaient ainsi à prendre conscience de l'extrême fragilité du système de production et de circulation des richesses qui avait été mis en place au cours des 50 dernières années. L'ultra-spécialisation de la division internationale du travail comme celle des métiers, la concentration des populations dans des métropoles gigantesques, la complexité et la longueur croissantes des réseaux de distribution logistique « à flux tendus », la forte dépendance des économies et des populations vis-à-vis d'une énergie consommée très loin de son lieu de production, et plus récemment la numérisation quasi-totale de toutes les opérations monétaires, avaient produit de fantastiques gains de productivité tant que l'ensemble interconnecté de systèmes complexes ainsi mis en place fonctionnait correctement.

Mais ils avaient également créé une dépendance totale des populations vis-à-vis de ces systèmes, dont la rupture pouvait brutalement engendrer un chaos total, avec des conséquences massives et tragiques. Or, nul jusque-là n'avait semblé-t-il pris la mesure des risques liés à l'enchevêtrement de ces réseaux, conséquence d'une accumulation non coordonnée d'innovations partielles, et exposant les populations à des risques de collapsus en chaîne. Il suffisait en effet que l'une des composantes – la circulation monétaire, l'approvisionnement en énergie par exemple – connaisse une défaillance pour que l'ensemble du système s'effondre comme un château de cartes, par une diffusion explosive des blocages. La population d'un pays pouvait ainsi passer en quelques heures, sans transition, d'une situation de prospérité apparente à un état de paralysie, de disette et de panique généralisées.

C'est exactement ce qui était en train de se passer en France, en Italie, en Espagne, et même dans de nombreuses régions des Etats-Unis. Bloqués dans les grandes agglomérations, sans moyens de transport, sans numéraire pour se procurer des produits de première nécessité de toutes manières introuvables, exposés aux risques du désordre civil et à l'effondrement des services publics, et qui plus est absolument pas préparés à cette situation, les ex-riches de la planète se trouvaient transformés brutalement en pauvres hères menacés par la disette et rançonnés par des brigands.

Au bout de 4 ou 5 jours, cependant, la situation commença à s'améliorer quelque peu. L'instauration de l'état d'urgence et le déploiement de l'armée dans tout le pays mirent progressivement fin – aidées en cela par l'épuisement des émeutiers, eux-mêmes rongés par la faim – aux scènes insurrectionnelles de la semaine précédente. Epaulé par les associations caritatives, le gouvernement réussit, après avoir réquisitionné les grands distributeurs et mobilisé les stocks stratégiques de produits alimentaires, à mettre en place assez rapidement un système de distribution administré permettant de répondre aux besoins élémentaires de la plus grande partie des populations urbaines. Approvisionnées en billets, les banques purent distribuer à leur client un minimum de numéraire, ne dépassant pas toutefois un plafond hebdomadaire assez bas et nécessitant une longue attente dans de pénibles queues.

Mais les populations étaient profondément commotionnées. En l'espace de quelques jours, elles étaient tombées d'une situation de relative prospérité à celle de quasi-disette, dans un

environnement soudain devenu violent et chaotique. Pour la classe moyenne, habituée à une vie relativement confortable et bien réglée, l'impact psychologique avait été particulièrement rude. Mais c'est les classes populaires qui avaient encaissé le plus gros choc matériel, se trouvant confrontées très rapidement à des situations locales d'anarchie et de graves pénuries.

Une fois passée la crise initiale, et lorsque fut plus ou moins réglée, par diverses improvisations, la question de l'approvisionnement alimentaire, la seconde réaction de la population fut la colère. Une colère d'autant plus immense que ce désastre tout à fait prévisible aurait pu avoir des conséquences beaucoup moins catastrophiques s'il avait été quelque peu anticipé. Or, rien ou presque n'avait été fait pour s'y préparer. Ce constat amer décuplait le sentiment d'injustice qui taraudait désormais les épargnants ruinés, les salariés mis au chômage, les commerçants pillés, les retraités sans retraite. Rien qu'en France—pays qui n'avait pas été le plus touché par la crise – des dizaines de millions de personnes à la vie subitement saccagée cherchaient maintenant un bouc émissaire à leurs malheurs. Chacun, selon sa catégorie sociale, son appartenance ethnique, ses convictions politiques et religieuses, avait le sien. Certains accusaient les juifs et la finance internationale, d'autres l'immigration incontrôlée des musulmans, d'autres l'égoïsme des riches, d'autres encore d'obscurs complots du gouvernement américain. Mais tous s'accordaient pour mettre en cause – de manière parfois excessive - l'impéritie du gouvernement français et son incapacité à avoir anticipé et affronté la crise.

Ces événements eurent pour conséquence tragique de faire définitivement sauter les verrous qui avaient jusque là empêché en France l'expression ouverte d'une pensée extrémiste et surtout le passage à l'acte auquel elle conduisait logiquement. Dans les semaines qui suivirent, des synagogues furent attaquées et incendiées. Un attentat perpétré à Marseille par un islamiste se traduisit par une réaction extrêmement violente de la population de souche et par plusieurs jours de guérilla urbaine. Plusieurs campements de rom furent incendiés par des foules en colère, et des voleurs pris en flagrant délit furent lynchés à mort sans entraîner de réactions d'indignation très marquées. Un vent de panique souffla sur une population française désormais divisée en composantes séparées voire antagonistes, balayant rapidement les discours de tolérance jusque-là dominants et ouvrant un large boulevard à l'expression des extrémismes politiques.

Extrémiste de droite tout d'abord. En ces sombres jours, la police et surtout l'armée étaient apparues, face à la déroute de l'administration, du gouvernement et des réseaux d'approvisionnement, comme les seuls remparts solides face à la perspective du désastre absolu. C'est l'armée qui avait réussi à rétablir un semblant d'ordre après le chaos des premiers jours de la crise. Et c'est aussi elle qui avait servi de colonne vertébrale à l'organisation de la distribution des produits de première nécessité. En quelques jours, elle avait ainsi récupéré tout le prestige et l'affection perdus pendant la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

L'armée française n'était pas composée d'extrémistes, ni dans ses cadres, ni dans ses troupes. Le sentiment républicain et démocratique y était largement dominant. Elle était cependant naturellement porteuse des valeurs de discipline, d'autorité, de devoir et de patriotisme qui en faisaient une institution conservatrice par nature. En réapprenant à aimer leur armée, les français se réapproprièrent ces valeurs. En peu de jour, une très large majorité d'entre eux étaient ainsi

désormais redevenus profondément conservateurs, tandis qu'une très forte minorité lorgnait vers l'extrême droite.

D'autres, au contraire, étaient séduits par le discours d'une ultragauche radicale et violente, voyant dans la spoliation des gens aisés et dans la mise en place d'une dictature collectiviste la solution à tous les problèmes.

Mais le résultat convergent de cette montée des extrêmes, c'est que le discours d'essence social-démocrate, réformiste et tolérant qui avait dominé l'expression politique pendant des dizaines d'années se trouvait brutalement dévalorisé et marginalisé.

Les mêmes mouvements d'opinion pouvaient être observés dans de très nombreux autres pays d'Europe, conduisant selon les cas à de fortes poussées de racisme et de xénophobie, ou à des accès de haine anti-riches pilotés en sous-mains par les activistes d'extrême-gauche. Ils se traduisaient, un peu partout, par une montée très visible des tensions politiques internes et, parfois, des conflits interétatiques. Bref, les tambours de guerre recommençaient à battre, ici et là, tant contre les pays voisins que contre l'ennemi intérieur.

Et cette montée des extrémismes risquait d'être durablement nourrie par une récession économique d'une longueur et d'une profondeur inaccoutumées.

Alors que des mesures d'exception avaient permis de jugulées les premières conséquences directes de la crise financière, celle-ci faisait en effet maintenant sentir en profondeur ses effets diffus sur l'activité économique. Tout d'abord, l'ébranlement des banques s'était traduit par un impressionnant « credit crunch », qui avait, du jour au lendemain, tari les projets d'investissements, ralenti le commerce de gros et annihilé ce qui restait des projets d'investissement immobilier ou d'achat de biens de consommation durables par les ménages. De toutes manières, ceux-ci avaient été réduits à une inévitable austérité par les effets cumulés de la perte de valeur de leur patrimoine financier et du gel de leur épargne. La brutale contraction de l'activité économique s'était accompagnée d'une montée en flèche du chômage et d'une chute des revenus d'activité qui s'étaient répercutés sur la consommation. Comme tous les pays européens – et en fait le monde entier – étaient affectés de la même manière, les revenus d'exportation étaient eux-mêmes en chute rapide. Quant aux dépenses publiques.... plusieurs Etats ne parvenaient même plus à régler les salaires de leurs fonctionnaires. En un seul trimestre, l'activité chuta de près de 10 points, pour perdre encore 5 points supplémentaires le trimestre suivant. Faillites, chômage, anéantissement des patrimoines, devinrent bientôt le quotidien des habitants autrefois prospères de l'Europe.

En l'espace de quelques trimestres, l'effet cumulé de tous ces désastres se traduisit, d'une élection anticipée à l'autre, par une montée spectaculaire des partis issus de l'extrême-droite, anti-européens, anti-immigrés, parfois ouvertement xénophobes et racistes, prônant le repli vers une société d'ordre derrière des frontières restaurées. Tout aussi démagogiques dans leurs revendications outrancièrement égalitaristes, les partis d'extrême-gauche enregistrèrent également, ici et là, d'excellents scores.

La paralysie, puis la dégénérescence du projet européen, en fut la première conséquence. Il faut dire que la dérive technocratique de l'Union européenne, incapable de proposer aux peuples un projet qui les enthousiasme et les unisse, avait progressivement provoqué de leur part un sentiment de rejet et d'hostilité de plus en plus largement répandu. Plusieurs pays, dont quelques-uns parmi les plus riches, entreprirent de quitter l'Union. D'autres, parmi les plus insolubles, arrêtaient de payer leurs contributions. En deux ans, le superbe vaisseau européen devint une épave à la dérive, menacée de naufrage.

Pendant ce temps-là, dans un certain nombre de pays du tiers-monde, la situation était devenue tragique. Avant même le déclenchement de la crise, plusieurs pays parmi les plus endettés et les plus dépendants, notamment en Afrique, éprouvaient déjà des difficultés pour importer les aliments nécessaires à la survie de leur population. En effet, avec l'intégration de leur agriculture dans la division internationale du travail, la place des cultures vivrières avait été considérablement réduite au profit de la grande culture d'exportation, exposant ces pays à une double dépendance, à la fois financière par rapport aux cours des produits vendus à l'étranger, et alimentaire par rapport aux prix des produits alimentaires importés pour nourrir leur population. La baisse des revenus d'exportation liée à l'effondrement des marchés occidentaux provoqua pour eux une crise brutale. Dans plusieurs pays riverains du golfe de Guinée, et surtout en Egypte, la disette puis la famine touchèrent de larges parties de la population. Cette situation provoqua, dans ces régions déjà très instables, une forte montée de la violence quotidienne et surtout des tensions politiques, alimentées par des mouvements extrémistes, qui bientôt débouchèrent dans de très nombreux pays sur une situation de quasi-guerre civile.

La vérité, c'est que le monde était en train de vivre l'impact cumulé non pas d'une seule crise financière, mais de plusieurs crises structurelles dont les effets entraient en résonance les uns avec les autres.

D'abord, une crise environnementale, liée notamment à la raréfaction de ressources primaires comme l'énergie ou l'eau douce, qui a eu pour conséquence de fragiliser les modes de vie fondés depuis longtemps sur le postulat d'une relative abondance de celles-ci : agriculture fortement consommatrice d'eau dans les pays tropicaux ; mode de vie très énergétivores, liés à la topologie de l'espace économique dans les pays développés, caractérisée par une distance croissante entre lieux d'habitation et de travail. Sans eau pour faire pousser les plantes et faire boire les animaux, sans essence bon marché pour parcourir les 80 kilomètres quotidiens entre la maison et le bureau, les hommes du XXIème siècle se retrouvaient soudain confrontés à des problèmes de survie basique qu'ils croyaient avoir surmonté depuis plusieurs générations. Une illusion liée à l'utilisation trop intensive de ressources qui, gaspillées ou mal protégées pendant des décennies, se révélaient aujourd'hui tragiquement rares.

On assistait aussi à une crise de la division du travail et de son support logistique : les fantastiques gains de productivité acquis au cours du demi-siècle précédent avaient été pour une large part rendus possibles par la mise en place d'une division du travail de plus en plus poussée, aussi bien au niveau des métiers que des espaces géographiques. Chacun des acteurs de cette économie intégrée

était ainsi devenu hyper-efficace dans la production d'un bien ou d'un service unique qu'il pouvait échanger sur le marché contre du numéraire et acheter ce dont il avait besoin pour vivre.

Mais ce système se traduisait aussi par une dépendance collective croissante de tous envers tous. Que, pour une raison ou une autre, le système complexe d'échanges se détraque, et chacun des participants, incapable de produire lui-même de quoi satisfaire à ses besoins de base, pouvait se trouver brutalement placé dans une situation extrêmement difficile. Dès les années 2000, certains craquement d'étaient déjà fait sentir sur les marchés internationaux des produits alimentaires de base, dont le prix avait augmenté sous la double pression de la ponction nouvelle opérés par les pays émergents et du détournement de ces aliments pour la production de biocarburants. En conséquence, plusieurs pays africains, devenus fortement dépendants de ces marchés du fait de l'abandon des cultures vivrières au profit des cultures de grande exportation, avaient éprouvé des difficultés croissantes à financer l'importation de produits de base nécessaires à la survie de leur population. Un phénomène encore aggravé par la pression démographique à l'œuvre dans ces pays...

Avec la crise financière et économique mondiale, un phénomène de même nature s'était produit, mais sur une échelle beaucoup plus large, affectant cette fois la quasi-totalité des pays et des individus. N'étant plus en mesure de vendre le bien unique qu'il savait fabriquer, confronté à l'effondrement du système d'échanges monétaire, à l'impossibilité d'emprunter et à la dépréciation de leurs propres actifs, enfin à l'effondrement partiel de certains réseaux logistiques, les travailleurs, et même parfois des pays entiers, s'étaient vus brutalement confrontés à des situations de rupture d'approvisionnement pour des produits d'absolue nécessité. Et la conséquence de l'hyperspécialisation géographique des tâches, c'est qu'il leur était matériellement impossible, lorsque le système logistique s'effondrait, de trouver une source d'approvisionnement à proximité de chez eux pour toutes sortes de produits de base !!!

Crise environnementale, épuisement des ressources énergétiques, surpopulation, faillite du système financier et des Etats-Providence occidentaux, impasse de l'hyper-division du travail, surpuissance des moyens de destruction militaires... En ces années 2020, l'Humanité semblait confrontée à un défi d'autant plus terrifiant que chacune de ses crises, qui en elle-même aurait largement suffi à provoquer des troubles très graves, alimentait les autres dans un cercle vicieux de dérèglements cumulatifs.

Paul avait jusque-là vécu une vie tranquille, à peu près à l'abri des soucis matériels. Ingénieur de formation, menant une carrière de cadre supérieur dans de prospères entreprises industrielles, il avait pu acquérir une jolie villa dans une banlieue cossue du nord-ouest parisien. Bref, au début de la grande crise, et malgré la hausse de la pression fiscale, tout allait encore très bien pour lui.

Il fit même parti des rares privilégiés qui furent peu affectés par les prodromes de la crise. Au moment de l'effondrement des circuits financiers, son entreprise avait en effet réussi à mettre en place, dans d'urgence, un système de versement partiels des salaires en argent liquide, qui, accompagné du miraculeux maintien des services du réfectoire, lui avaient permis de franchir, sinon sans encombre, du moins avec moins de difficultés que la plupart de ses concitoyens, cette période initiale de chaos.

Dès ce moment cependant, certains signes laissèrent entrevoir la gravité de ce qui allait suivre. Tout d'abord, la somme payée en liquide - avec retard - ne représentait que la moitié environ de son salaire normal : à peine de quoi acheter quelques biens de première nécessité devenus par ailleurs difficiles à trouver, et partant beaucoup plus chers. Mais le symptôme le plus inquiétant fut la mise en place dans la cantine de son établissement, dès le deuxième jour de la crise, d'un système de surveillance des employés, ayant pour but d'éviter les vols de nourriture. Beaucoup de salariés, en effet, s'étaient rapidement mis à prélever sur les étagères du restaurant d'entreprise, parfois en les payant, mais aussi de plus en plus souvent en les volant, des quantités importantes de nourriture pour pouvoir les ramener le soir à leur famille, provoquant rapidement des pénuries jusque-là inconnues dans la cafétéria. La mise en place de ce système de contrôle à l'aspect assez autoritaire - des vigiles surveillant les étalages de nourriture devant de petits employés apeurés - avait en effet donné de manière quasi-immédiate, à ce lieu autrefois assez pimpant, l'aspect d'un sinistre réfectoire de camp de travail.

Un brutal changement d'atmosphère s'était également produit dans le quartier où habitait Paul. Jusque-là, cette petite commune du nord-ouest de la région parisienne était restée relativement calme et prospère malgré une évolution progressive de sa composition socio-ethnique et les impacts négatifs de la récession des années 2010. Tous au plus y avait-on assisté à une augmentation progressive des atteintes aux personnes et aux biens au cours des années récentes, sans pour autant que la situation ne dégénère. Mais la crise de mars 2020 fut l'occasion de scènes de violence larvées et d'un semi-chaos dont le quartier n'avait pas jusque là l'habitude. Des bagarres se produisirent devant les distributeurs de billets. Le supermarché Lidl et surtout le Monoprix du centre-ville furent le théâtre de scènes de panique et de vols collectifs, et durent fermer leurs portes en urgence pour éviter le pillage. Ils ne rouvrirent que 48 heures plus tard, sous la garde de vigiles dont on comprit vite qu'ils étaient tout prêts à faire eux-mêmes commerce, pour leur bénéfice personnel, des biens stockés dans les magasins.

D'une manière générale, la pyramide sociale s'était d'ailleurs brutalement inversée en ces jours sombres : c'étaient en effet désormais les vigiles, la police, et d'une manière plus générale tous les détenteurs d'une forme de supériorité physique, qui tenaient le haut du pavé, s'adressant de manière brutale et autoritaire aux foules inquiètes, et hésitant de moins en moins à tirer un profit personnel de la situation. Et, dans ce nouvel ordre des choses, les petits cadres en cravate, aux poitrines étriquées par le manque d'exercice physique, se trouvaient de plus en plus déclassés, brutalement ramenés du rang de citoyen respecté et de consommateur courtois à celui d'un cheptel malmené et soumis.

Ce basculement brutal n'était en fait que l'aboutissement d'une dégradation progressive, qui avait débuté dix ou quinze ans plus tôt. Au début de sa carrière, Paul avait en effet joui d'un enviable statut social de « cadre », avec bureau, secrétaire, décorum et voyages. Il pouvait espérer constituer un véritable patrimoine – notamment immobilier – par la simple accumulation intelligente de ses revenus salariaux. La promesse implicite qui lui avait alors été faite était, grosso modo, la suivante : « Investis-toi dans ton travail, sers ton entreprise et ton pays, obéis à tes chefs, et, en échange, tu bénéficieras d'un statut social enviable. »

Trente-cinq ans plus tard, de reculade en reculade, sa situation s'était profondément détériorée. Tout d'abord, les conditions de travail s'étaient dégradées. Avec la hausse continue des charges sociales et du prix de l'immobilier, les entreprises s'étaient engagées dans une politique systématique de réduction des coûts avec pour conséquences : la migration des bureaux depuis les immeubles bourgeois du centre-ville vers de grands ensembles administratifs impersonnels situés dans la périphérie ; des coupes sombres opérées dans les personnels des services centraux ; et la réduction de l'espace de travail moyen affecté à chaque employé.

Pour Paul, cela avait signifié l'adieu aux bureaux individuels dans de jolis hôtels particuliers du 7^{ème} arrondissement ou du parc Monceau, l'installation dans « l'Open space » d'une tour de la Défense, la raréfaction puis la disparition pure et simple du personnel de secrétariat, le regroupement des unités de soutien informatique dans de grandes unités lointaines et moins efficaces que l'ancien « bricoleur fou » qu'il suffisait d'aller voir dans le bureau d'à côté pour dépanner son ordinateur. Le contenu du travail s'était considérablement appauvri du fait d'une tendance à l'hyperspécialisation des tâches. Quant aux perspectives de promotion et d'avancement, elles avaient été progressivement ralenties par la crise jusqu'à atteindre un point de quasi-blocage. En conséquence, alors que jusqu'aux approches de la cinquantaine, Paul s'était tous les jours rendu à son travail avec espoir et enthousiasme, c'est maintenant la rage au cœur qu'il prenait chaque matin son train de banlieue bondé en faisant bien attention à ses affaires pour éviter les vols fréquents. Et il combinait avec passion l'utilisation de ses RTT et de ses jours de congés pour limiter au maximum son exposition à un esclavage inutile et sans perspective de petit cadre moyen.

L'érosion spectaculaire de son pouvoir d'achat constituait pour Paul un second facteur de frustration et de découragement. La cause essentielle – et la plus profonde – était le décalage entre la progression des revenus du travail et celle des revenus du patrimoine depuis les années 1980 – phénomène d'ailleurs observé dans tous les pays développés.

La hausse des prix de l'immobilier de logement en avait constitué la composante la plus spectaculaire. Concrètement, il était désormais devenu impossible à un salarié, même aisé et même moyennant un endettement de très longue durée, de réaliser la primo-acquisition d'un bien immobilier au centre d'une grande ville grâce aux seuls revenus de son travail. Outre son impact très négatif sur la mobilité sociale, ce fait avait eu sur la jeune génération de la classe moyenne un effet psychologique désastreux, encore aggravé par la montée en flèche du chômage et par le renchérissement du coût des études supérieures. Grosso modo, le contrat était rompu : les jeunes savaient qu'ils pourraient difficilement acheter un logement avec leur salaire. Comme l'accès au travail lui-même était devenu difficile, ils étaient même découragés d'entreprendre des études longues, à leurs yeux coûteuses, difficiles et inutiles.

Quant aux plus âgés, ils constataient avec amertume que leur salaire, fruit de leurs efforts quotidiens, n'avait même plus la valeur mensuelle nécessaire à l'achat d'un demi-mètre carré dans un quartier correct de Paris. En d'autres termes, ils étaient redevenus de simples prolétaires, gagnant juste de quoi survivre – avec pour seule marque de prospérité nouvelle la propriété d'un téléphone portable 4G, qui d'ailleurs les espionnait dans tous les aspects de leur existence...

Mais c'est la hausse de la pression fiscale, continue depuis des dizaines d'années, et brutalement aggravée depuis 2012, qui avait achevé d'affaiblir le statut social de Paul et surtout de détruire l'image qu'il avait de sa propre place dans la société. Désormais, avec un revenu net d'impôts à peine égal à trois fois le SMIC, avec de plus des charges immobilières en hausse constante, Paul se demandait de plus en plus souvent, - alors qu'en principe il faisait partie des 10 % des salariés les mieux rémunérés - à quoi pouvaient bien servir de se lever le matin pour aller rejoindre, après 45 minutes de transports en commun bondés, son open-space de la Défense pour se faire régulièrement houspiller par un ridicule petit chef pendant que des cambrioleurs risquaient de mettre sa maison à sac. Il pensait de plus en plus souvent à toutes les échappatoires - trouver du travail à l'étranger, partir en retraite et trouver un petit boulot au noir, etc.- permettant d'échapper à cet état absurde et dévalorisant. Mais, avant que n'éclate la crise, il n'avait pas encore réussi à trouver de parade probante et se contentait de traîner de plus en plus les pieds le matin et de mobiliser au maximum son contingent de jours de congé et de RTT pour réduire son exposition à cette vie absurde et moralement dégradante.

Et puis, avec cette montée de la pauvreté et des ghettos ethniques, son quartier se transformait de jour en jour. En mal, bien sur. Pauvreté, incivilités, petite délinquance fleurissaient sur le terreau fertile des replis communautaires, et certaines parties de la ville tranquille de sa jeunesse se transformait peu à peu en ghettos dangereux.... Et il ne pouvait même pas avouer son malaise, sous peine de passer pour un affreux raciste partisan du Front National. C'était à pleurer de rage, d'injustice et d'impuissance.

Pendant longtemps, Paul avait réussi à ouvrir des contre-feux à ces évolutions négatives. D'opportuns changements d'emploi lui avaient permis d'éviter le chômage, en transformant des incidents de carrière en nouveaux départs vers une trajectoire plus brillante. Mais, depuis quelques années, l'âge venant, il n'avait plus réussi à rebondir, et encaissait l'un après l'autre, sans réagir, les coups qui portaient atteinte à son statut social.

Mis à part quelques désagréments superficiels, Paul était cependant passé sans coup férir à travers le premier choc de la crise. Correctement nourri à son travail, sans plus désormais d'enfants à charges, il avait de plus accumulé, en prévision d'événements malheureusement prévisibles, un petit matelas de quelques milliers d'euros en liquide qui, utilisés avec circonspection, lui permirent de ne pratiquement rien modifier d'essentiel dans sa vie quotidienne aux cours des premières journées de la crise financière.

Mais bientôt, ses ressources s'épuisèrent et Paul sentit alors rapidement enfler en lui la colère que la panique des premiers moments avait quelque peu masqué. Qui était responsable de cet effondrement ?, se demandait-il de façon lancinante, presque obsessionnelle. Les immigrés ? Certes, quelques-uns de leurs enfants nés en France avaient une attitude parfois insupportable, mais il était injuste de leur faire porter la responsabilité, même partielle de la faillite. Ce n'est pas les quelques milliards d'allocations familiales et les quelques centaines de millions de fraude à la sécu qui suffisaient à expliquer le déficit abyssal des finances publiques. La finance internationale ? Elle portait, certes, une responsabilité écrasante, par le développement d'une immense économie

spéculative, dans la mise en place des conditions structurelles de la crise. Mais ce n'est pas elle qui avait décidé, année après année, de l'accumulation des déficits. Elle n'avait fait que les faciliter – et en tirer profit – en trouvant les moyens de les financer. Quant aux hommes politiques, leur apparente irresponsabilité collective contrastait de manière saisissante avec la lucidité, le réalisme, l'honnêteté et le souci de la chose publique dont la plupart faisaient individuellement preuve. Alors, qui ?

En tout cas, ce qui était sûr, c'est que la classe moyenne, dont faisait partie Paul, était en voie d'être laminée. N'osant s'attaquer de front ni aux bénéficiaires-rentiers de la dépense publique, constitués en groupes de pressions bien organisés, ni aux véritables détenteurs de la richesse financière, bien trop puissants et de toutes manières hors d'atteinte, les gouvernements successifs avaient en effet choisi de faire porter le poids de l'ajustement sur ceux qui pouvaient le moins se défendre : les salariés et travailleurs de base, c'est-à-dire le peuple, durement mis à contribution au cours des 10 dernières années par une hausse sans précédent des prélèvements obligatoires. Les membres de la classe moyenne supérieure – affublés pour l'occasion, comme l'avaient été en leur temps les Koulaks au moment de la révolution bolchévique, de la fausse étiquette de privilégiés alors qu'ils ne faisaient que recueillir les fruits légitimes de leur travail et de leur épargne – furent saignés avec une sauvagerie particulière. Mais, en dépit de tous les discours démagogiques, les catégories plus modestes ne furent pas non plus épargnées par les hausses d'impôts auxquelles ne purent finalement échapper que les détenteurs de capitaux internationaux – en d'autres termes les contribuables richissimes. Bravo la social-démocratie et l'Etat-Providence !!!

Pour faire accepter dans l'opinion les hausses d'impôts destinées à combler les déficits créés par l'accumulation de décennies d'errements dans la gestion de la chose publique, les gouvernements utilisèrent l'argument moral : la hausse d'impôt était justifiée par ce qu'elle servait à financer des politiques redistributives, parce qu'elle permettait de corriger d'anciennes injustices ou encore – argument particulièrement spécieux – parce qu'elle permettait de modifier des comportements non souhaités en matière de santé, de sécurité ou d'environnement. Le problème, c'est que les hausses d'impôts ne servent même pas, en fait, à financer des politiques de solidarité nouvelles, mais simplement à payer les intérêts dus par l'Etat aux banques ; que les injustices fiscales auraient tout aussi bien pu être réparées en réduisant les impôts excessifs qu'en augmentant ceux qui ne l'étaient pas encore ; enfin qu'il aurait été tout à fait possible, pour encourager les comportements vertueux de *réduire* l'impôt sur ceux qui se comportaient bien que *d'augmenter* l'impôt sur ceux qui se comportaient mal. Tout cela n'échappa ni aux chômeurs qui ne bénéficièrent d'aucune aide nouvelle en dépit de dispositifs compliqués et inefficaces annoncés à grands fracas ; ni aux fumeurs qui virent le prix du tabac augmenter de manière verticale jusqu'à les inciter, dans les zones frontalières, à aller acheter leurs cartouches de cigarettes à l'étranger ; ni aux petits salariés jusque-là dispensés d'impôts sur leur mutuelle de santé obligatoire et auxquels on expliqua, du jour au lendemain, qu'il fallait d'urgence mettre fin à ce privilège insupportable...

Dans toutes les pseudo-réformes mise en œuvre depuis des années, se profilait en creux une sorte de cible implicite, considéré comme le coupable de tous les maux. A défaut du grand financier ou du grand capitaliste - totalement inatteignables en pratique -, à défaut des minorités ethniques ou religieuses – inattaquables pour des raisons de « correction politique » - le couperet tombait de plus

en plus clairement sur le «petit blanc » ou plus exactement sur le « moyen blanc » : un homme ayant le profil d'un français de souche, hétérosexuel et père de famille, doté par des revenus et son patrimoine honnêtement acquis d'un minimum d'aisance économique. Pour celui-là, pas de pitié : était-il propriétaire d'un logement ? Il fut sommé de choisir, de par la Loi, entre payer des impôts supplémentaires sur ses biens vacants et le louer à n'importe qui, sans pouvoir choisir librement son locataire et en voyant ses voies de recours obstruées en cas d'impayés de plus en plus probables. Habita-t-il une commune relativement épargnée par la ghettoïsation et la délinquance ? Il fut sommé par la loi d'accueillir un lot minimal de populations potentiellement pathogènes. Était-il un salarié un peu mieux payé que les autres ? Il fut écrasé d'impôts sur le revenu qui le réduisirent à une condition sociale inférieure à celle à laquelle son travail lui permettait, en toute justice, de prétendre. Était-il détenteur de biens mal protégés des voleurs ? Une série de lois absurdement laxistes, couplées à une montée vertigineuse de la petite délinquance et à une inefficacité croissante de la police et de la justice, garantirent à ceux-ci une quasi-impunité. Était-il fumeur, père de famille, buveur de bière, détenteur d'une automobile ? Une série de « réformes » fiscales firent en sorte que chacune de ces situations se traduisent par une hausse des impôts. Et le comble fut atteint lorsqu'une loi liberticide, impulsée par un lobby de féministes dogmatiques, criminalisant ses pulsions sexuelles et prétendant régir son intimité de manière totalitaire, interdirent le recours à la prostitution !!!

Le pire, c'est que cette politique ne profitait absolument pas à ceux qu'elle prétendait protéger ou défendre. Les contrats d'avenir, trop compliqués et contraignants, ne permirent pratiquement d'insérer aucun jeune supplémentaire dans l'emploi ; les détenus continuèrent de s'entasser dans des prisons de plus en plus infectes ; le chômage continua d'augmenter du fait de la réticence des entreprises à embaucher ; les prostituées perdirent leur travail ou furent contraintes de l'exercer dans des conditions encore plus précaires ; le prix des loyers continuèrent d'augmenter du fait de la pénurie de logements liés à la réticence des propriétaires à louer ; les immigrés et enfants d'immigrés, cumulant les handicaps et cristallisant toutes les peurs d'une société déboussolée, furent mis encore un peu plus au ban de la société. Et les ouvriers cessèrent d'être ouvriers du fait de la fermeture des dernières usines pour rejoindre les rangs de plus en plus nombreux des assistés. Bref, la France se dirigea peu à peu vers une situation comparable à celle des anciennes démocraties populaires – avec en moins l'ordre public et la sécurité de l'emploi, puisque ses habitants vivaient désormais dans un monde ouvert et exposé à la concurrence internationale.

La classe moyenne autochtone était ainsi progressivement écrasée dans un étau actionnée par plusieurs forces irrépessibles : la montée d'une fiscalité démentielle, directement ciblée sur ses revenus et sur ses biens ; l'apparition, sur fond de confrontation ethnico-socio-religieuse, d'une attitude de plus en plus agressive dans certains milieux populaires d'origine immigrés, avec pour double conséquence une multiplication des incivilités et une forte poussée de la délinquance, à laquelle la police faisait face avec d'autant plus de difficultés qu'il s'agissait d'un phénomène de masse ; la baisse du niveau des prestations sociales et des services publics auxquels ces classes moyennes avaient autrefois eu droit, avec notamment pour conséquence une forte augmentation du coût des études supérieures pour les jeunes issus de cette classe sociale ; une montée généralisée du chômage ; une précarisation de l'emploi et une dégradation des conditions de travail ; enfin une montée vertigineuse du prix de l'immobilier rendant à peu près impossible, même avec deux salaires de cadres, l'acquisition d'un bien au centre des grandes villes. Bref, la classe moyenne française

voyait tous les jours sa situation se dégrader, au point d'être confrontée au risque frontal d'un déclassement et d'une paupérisation.

Mais, à y bien réfléchir, le problème était en fait beaucoup plus vaste. C'était la société occidentale toute entière qui, au cours des trente dernières années, n'avait pas voulu voir la nécessité où elle se trouvait placée de modérer son niveau de vie et de mettre fin au gaspillage des ressources, du fait des contraintes nouvelles résultant tant de la concurrence des pays en développement que de la montée des contraintes environnementales ou énergétiques. Elle avait donc préféré s'endetter, un choix qui avait été facilité par l'ingéniosité des intermédiaires financiers en matière d'instruments de crédit. Cette hypothèque sur l'avenir avait pris selon les pays des formes différentes : montée de l'endettement public en Europe et au Japon, explosion du crédit à la consommation aux Etats-Unis. Au fond, exactement comme sous l'ancien régime, tout le monde trouvait un bénéfice à cette situation : les bénéficiaires des politiques publiques qui continuaient à recevoir aides et prébendes ; les contribuables dont les impôts n'augmentaient pas tout à fait aussi vite que les dépenses publiques ; les politiques qui pouvaient lancer de grands programmes tout en repoussant à plus tard le financement ; et les prêteurs qui pouvaient ainsi réaliser des placements profitables et surs pour au moins quelques années.

Le problème avec ce système, c'est qu'arrivé au bout de ces possibilités, il se transformait en un piège diabolique, en un puits sans fond où le paiement des intérêts toujours plus élevés de la dette impliquaient à la fois des impôts de plus en plus lourds et une réduction de la redistribution publique vers la population. L'ancien Etat-Protecteur se transformait ainsi en Etat-Racketteur au service de ses créanciers. Avant de fournir à ceux-ci, à l'occasion d'un inévitable moratoire sur les dettes souveraines, le prétexte de spolier définitivement les petits épargnants de toutes leurs économies, en grande partie investies depuis longtemps par les banques en titres d'emprunts publics désormais sans valeur.

Mais Paul pouvait bien accuser les autres d'imprévoyance et de gabegie : comme tant d'autres de ses concitoyens, il avait lui-même tiré largement profit de ce laisser-aller collectif et commençait seulement à s'apercevoir du prix qu'il allait maintenant payer du fait de la faillite du système. Car son emploi de cadre supérieur se trouvait désormais gravement menacé par les pertes de son entreprise.

Déjà relativement âgé, n'ayant plus que quelques années d'activité devant lui, Paul se sentait cependant plus concerné par l'état précaire des régimes de retraites que par celui du marché de l'emploi. Et là encore, il avait du souci à se faire, le financement du système par répartition s'avérant de plus en plus incertain du fait de l'accumulation de problèmes structurels non résolus, encore aggravés par la montée en flèche du chômage. Et pour survivre, il n'était pas trop sur, quoique fils unique, de pouvoir compter sur l'héritage de ses parents, constitué pour une large part d'épargne financière directement menacée par la faillite des dettes souveraines. Bref, il était confronté à la perspective désagréable de passer au cours des prochaines années de l'état d'homme aisé dans la force de l'âge à celui de vieux pauvre. Pas vraiment une perspective excitante !!!

(A suivre)